

Le Soir

27.09.2014

Circulation: 71593

8cdcd5

Page: 10-11

109

LE SOIR**LA SOCIÉTÉ GSK****« Nous n'avons rien à cacher »**

« Les critiques de l'étude Solidaris à l'égard de l'industrie pharmaceutique nous vont très loin, elles entachent notre réputation alors que nous sommes un secteur extrêmement innovant », assure Julien Brabants, directeur des relations extérieures chez GSK. Explications



Transparence. « Nous avons mis en place un processus de transparence totale. Depuis 2004, nous avons mis nos études en ligne. Nous publions également tous les résultats de nos études sur les médicaments, qu'ils soient positifs ou négatifs. En outre, nous adhérons à la campagne de AllTrials (initié par le médecin britannique Ben Goldacre). Enfin, nous avons lancé un nouveau site où nous rendons nos rapports sur base du patient individuel (anonymisé évidemment) accessible aux scientifiques indépendants. A ce jour, nous ne voyons guère de concurrents suivre notre exemple mais, à notre avis, ce n'est que temporaire. Seul un maximum de transparence pourra restaurer la confiance dans notre secteur. »

Saine méfiance. « Certains prétendent que nous sommes naïfs. Ce n'est pas notre conviction. Un exemple : nous publions nos recherches depuis 2010 sur le paludisme, cela ne nous a pas empêchés d'être la première entreprise à avoir développé un vaccin contre cette maladie. Par ailleurs, nous sommes transparents sur les effets secondaires tout au long des recherches. N'est-ce pas mieux de savoir que de ne pas savoir ? Et nous sommes prêts à transmettre notre expérience à un organisme public indépendant de façon à organiser une vision globale de la recherche clinique dans l'industrie pharmaceutique. »

La fin de la pression. « À partir du 1^{er} janvier 2015, en Belgique, nos délégués ne seront plus rémunérés sur leurs ventes. Nous mettons fin à ce calcul de salaire qui cumulait une part fixe avec une part liée aux ventes. GSK veut se positionner avec des conseillers scientifiques et plus avec des conseillers de vente. Nous voulons mettre fin à la pression sur le médecin ou le pharmacien, mais aussi sur notre personnel à ce niveau. On espère ainsi crédibiliser la communication avec les professionnels des soins de santé. »

ÉRIC BURGRAFF

